

dienne du blé en confiant au ministre de l'Agriculture les autres aspects de l'industrie. A mon avis, aucun des deux n'est capable d'adapter le régime aux normes modernes. L'un est séduit par l'idée d'un système efficace de manutention et d'entreposage, et l'autre par l'idée de tenter de convaincre ses collègues du parti qu'il est véritablement libéral. Alors que le premier semble au moins tenter de faire quelque chose de constructif, mais d'une façon impitoyable, ni l'un ni l'autre ne paraît intéressé à régler le problème fondamental, c'est-à-dire vendre du blé.

● (9.40 p.m.)

En parlant d'efficacité, monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre d'État (M. Lang), s'il estime que c'est faire preuve d'efficacité que d'avoir des centaines de milliers, sinon des millions de boisseaux de blé exposés aux éléments qui les détériorent, alors que de vastes entrepôts vides à la tête des Lacs en logeraient par millions?

Il est déconcertant de voir le gouvernement refuser obstinément à reconnaître les justes revendications de la communauté agricole auprès du reste du pays. Il est prouvé aujourd'hui que l'Ouest estime avoir été déshérité par le gouvernement. Ce sentiment est encore plus prononcé chez les cultivateurs de l'Ouest qui attendent en vain quelques miettes du festin préparé par le gouvernement pour le Québec et l'Ontario. A titre d'exemple signalons la récente défalcation de 125 millions de dollars en un jour dans le cas de la Compagnie de l'Expo ce qui, en passant, représente le même montant que les trois versements annuels d'après la superficie de leurs terres versés aux cultivateurs de l'Ouest par l'ancien gouvernement conservateur.

La collectivité agricole au Canada commence à se rendre compte que le gouvernement estime pouvoir s'en passer. Ses membres commencent à soupçonner que le gouvernement s'en sert avec cynisme et sans pitié pour assumer le plus gros du fardeau dans la lutte contre l'inflation. Bien des cultivateurs estiment aujourd'hui que le gouvernement, de propos délibéré, n'encourage pas la vente des céréales espérant ainsi ralentir l'économie dans l'Ouest et, par suite, celle du pays tout entier. Il serait difficile de trouver une explication plus logique. S'il en est, les gens de l'Ouest aimeraient bien qu'on en partage le secret avec eux.

On pourrait en dire encore bien davantage sur la question, monsieur l'Orateur, mais si le
[M. Schumacher.]

gouvernement fait de propos délibéré la sourde oreille à tous les conseils, toutes les exhortations, à quoi bon insister. En terminant j'ajouterai qu'il faut évidemment prendre des mesures immédiates et draconiennes touchant la manutention et la vente de céréales. Bien des personnes qui s'y connaissent en la matière ont, sans se lasser, fait de nombreuses recommandations, qui n'attendent que d'être traduites dans les faits. Il suffit de l'appui et de l'impulsion du gouvernement. Il lui revient d'agir. Il doit le faire sans tarder, avec efficacité, pour conserver ce secteur historique, important et nécessaire de la vie sociale et économique du Canada.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je remercie tous les députés qui ont bien voulu collaborer si charitablement pour donner au député de Bellechasse l'occasion de dire au moins quelques mots.

La question présentement à l'étude est tellement sérieuse, à mon sens, qu'on doit la traiter d'une façon non partisane. Lorsqu'il s'est agi des problèmes des agriculteurs canadiens, tant de l'Ouest que de l'Est, j'ai toujours été d'avis qu'on devait les étudier sérieusement et de façon à pouvoir proposer des solutions au gouvernement.

Au cours du printemps dernier, le comité de l'agriculture a effectué un voyage à travers tout le pays, en vue d'étudier les problèmes sérieux des agriculteurs de l'Ouest, d'abord, et de déterminer si les griefs exposés par les députés de cette région étaient réellement justifiés. Je regrette infiniment que le rapport du comité de l'agriculture n'ait pas encore été porté à l'attention de la Chambre, car certains mémoires très importants n'avaient pas encore été présentés, bien qu'ils eussent contenu des solutions qui, j'en suis sûr, étaient de nature à corriger un peu la situation.

Je ne suis pas producteur de grains de provende, mais dans ma circonscription électorale, on utilise tout de même une grande quantité des grains qui proviennent de l'Ouest. Les meuneries coopératives importent plus de deux millions de boisseaux de grains de provende par année.

Si le transport des grains de l'Ouest vers l'Est était fait par la voie des eaux—selon les recommandations de certaines études qui ont été faites—nous pourrions économiser des milliers de dollars.

Monsieur l'Orateur, je constate qu'il est 9 h. 45. Je ne voudrais pas retarder la mise aux voix indûment. Nous aurons peut-être une